

Relations industrielles Industrial Relations



Perspectives internationales sur le travail des jeunes, Sous la direction de Mircea Vultur et Daniel Mercure, Québec : Presses de l'Université Laval, 2011, 297 p., ISBN : 978-2-7637-9101-2.

Catherine Le Capitaine

Volume 67, numéro 4, automne 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1013202ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1013202ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Le Capitaine, C. (2012). Compte rendu de [*Perspectives internationales sur le travail des jeunes*, Sous la direction de Mircea Vultur et Daniel Mercure, Québec : Presses de l'Université Laval, 2011, 297 p., ISBN : 978-2-7637-9101-2.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 67(4), 726–728.
<https://doi.org/10.7202/1013202ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Recensions / Book Reviews

Perspectives internationales sur le travail des jeunes

Sous la direction de Mircea Vultur et Daniel Mercure, Québec : Presses de l'Université Laval, 2011, 297 p., ISBN : 978-2-7637-9101-2.

Cet ouvrage collectif, issu du colloque « Les jeunes et le travail : perspectives internationales » tenu à Montréal en 2009, examine la situation professionnelle des nouvelles générations qui cherchent à s'insérer dans un monde du travail en pleine mutation. Le mode de régulation fordiste basé sur une production de masse, dominant durant les Trente Glorieuses, est remplacé par un modèle productif plus flexible, prônant l'autonomie responsable des employés, les compétences et l'employabilité (Mercure). Partant d'une perspective interdisciplinaire s'appuyant principalement sur la sociologie du travail et de la jeunesse, les diverses contributions s'intéressent aux réalités du travail des jeunes tant au Québec, en France et en Italie qu'en Tunisie, au Brésil et en Chine. L'ouvrage aborde quatre thèmes relatifs au marché du travail des jeunes, à leur insertion professionnelle, à leur rapport au travail et à leurs logiques d'action collective au travail.

Le premier thème portant sur *Le marché du travail des jeunes dans différents contextes nationaux* campe la situation de la jeunesse au travail selon les spécificités de quatre pays : l'Italie, la France, le Canada (particulièrement le Québec) et la Tunisie. Malgré les réformes entreprises en Italie au cours des dernières années au niveau du système d'éducation (diffusion des stages, par exemple) et d'une plus grande flexibilité du marché de l'emploi qui ont réduit le taux de chômage des jeunes, le cadre institutionnel italien continue à prioriser le travail des hommes adultes pour leur assurer un revenu familial. Pénalisés par un tel système, les jeunes, notamment ceux du Sud de l'Italie et les jeunes femmes, se

retrouvent confinés à des emplois précaires (De Luigi). En France, la conjoncture économique influence le chômage des jeunes et certaines caractéristiques de leurs emplois. En effet, les jeunes Français de 15 à 24 ans, bien que peu nombreux sur le marché du travail, occupent de plus en plus des emplois temporaires et déclassés par rapport à leur diplôme (Fondeur et Minni). L'évolution du travail des jeunes Québécois au cours des trente dernières années est davantage positive. Le constat d'une durée de chômage moindre et d'un accroissement de leur taux d'emploi repose sur l'augmentation du travail à temps partiel, notamment chez les jeunes étudiants et les jeunes femmes (Legris, Baril et Ouellet). Le cas des jeunes en Tunisie révèle, quant à lui, une plus grande instabilité professionnelle, la croissance du secteur informel et une variété de stratégies pour pallier la précarité et le chômage : dédramatisation de la situation, projets de reconversion et de déclasserement, émigration (Melliti).

Le deuxième thème, intitulé *Transformations socioéconomiques et insertion professionnelle des jeunes*, met en évidence la complexification des conditions d'insertion des jeunes. Au Québec, le processus de recrutement valorise de plus en plus l'expérience professionnelle plutôt que le diplôme. Le travail durant les études, l'interruption des études pour acquérir une expérience sur le marché du travail, l'accès aux emplois temporaires et de moindre qualité, le travail autonome, la reconversion sont autant de moyens convoités par les jeunes Québécois pour acquérir de l'expérience professionnelle (Vultur). Le cas de la France montre que les stratégies d'insertion sociale et professionnelle, bien que difficiles pour l'ensemble des jeunes, dépendent aussi de l'origine socio-culturelle des individus, les jeunes immigrants étant particulièrement touchés par la précarité (Eckert). Une autre contribution à ce thème aborde l'influence de la classe sociale d'origine et celle du contexte du

Québec et de la France sur les représentations des jeunes étudiants. Si de façon générale l'origine sociale a un impact sur le comportement des étudiants, les plus favorisés pouvant se consacrer davantage aux études à temps plein que les autres, le contexte national atténue son effet. En accordant une prépondérance au diplôme, les étudiants français ne sont pas portés à concilier leurs études avec un emploi, à la différence des jeunes Québécois qui valorisent tant le diplôme que l'autonomie financière. Les modalités d'intervention de l'État et les représentations culturelles expliquent ces différences (Moulin). Finalement, devant les difficultés pour les jeunes Chinois d'origine rurale d'accéder à un premier emploi, ces derniers quittent la campagne pour la ville afin d'acquiescir une expérience dans l'industrie. Bien que nourris et logés par l'employeur, les jeunes ouvriers se retrouvent dans des ateliers informels sans garantie de salaire, ni protections sociales (Ruffier).

Le troisième thème axé sur *Le rapport au travail des jeunes* s'intéresse au rapport des jeunes Français, Québécois et Afro-Brésiliens à l'égard du travail. Tout d'abord, si de manière générale le travail est très important dans la vie pour 70 % des Français interrogés, ils souhaitent qu'il occupe moins de place en raison de l'importance accordée à la sphère familiale. Cette importance de la vie privée, l'intérêt du travail et la dimension relationnelle sont davantage marqués chez les jeunes Français que chez leurs aînés (Méda). La jeunesse québécoise, quant à elle, est de plus en plus scolarisée et valorise également le travail. Elle adhère davantage aux normes managériales (flexibilité, engagement envers le travail) que les générations précédentes, mais le travail ne doit pas empiéter sur la sphère privée. La qualité des relations avec les collègues, des tâches intéressantes et la réalisation personnelle sont les principales aspirations au travail pour les jeunes Québécois (Fleury). Le rapport au travail des jeunes

Afro-Brésiliens est plus sombre et essentiellement instrumental. Moins scolarisés, plus vulnérables, victimes d'inégalités sociales et de racisme, ils vivent le travail, parfois même illicite, comme une source d'aliénation (De Souza Correa).

Le dernier thème, intitulé *Jeunes et logiques d'action collective au travail*, réunit deux contributions. Si le « management moderne » attire les jeunes par un mode de gestion basé sur le jeu et le défi (sports, relaxation, garderies, etc.), cette nouvelle logique est créatrice de stress et de désillusions (Linhart). De plus, une analyse des conventions collectives du secteur privé et des municipalités au Québec démontre l'existence de disparités de traitement pour les travailleurs atypiques, le plus souvent des jeunes, à l'égard de l'ancienneté, des congés payés, des avantages sociaux et du salaire. Pire encore, certaines catégories (par exemple les étudiants et les travailleurs occasionnels) peuvent être exclues des conventions collectives ou du recours à l'arbitrage de griefs (Bernier).

La postface dresse un bilan des plus intéressants sur les grandes tendances qui se dessinent actuellement dans le monde du travail. La nouvelle logique managériale, basée sur la flexibilité et l'efficacité, privilégie l'expérience professionnelle et les aptitudes personnelles, la performance, l'individualisation du contrat de travail, l'implication des travailleurs et les emplois atypiques. En parallèle, des jeunes de plus en plus diplômés sont en quête d'autonomie professionnelle, d'une bonne ambiance entre collègues et d'épanouissement dans la sphère du travail mais aussi dans la vie privée. Devant de telles attentes, le monde du travail peut engendrer plusieurs déceptions et désillusions auprès des jeunes, notamment sur le plan de la précarité et des inégalités. Le sens du travail est alors variable. Ainsi, il peut être vu comme un « labeur pénible », une « production utile », un « devoir social » ou une « œuvre personnelle » (Bajoit, p. 277).

Il ressort de ces contributions, aussi riches que variées, que les expériences de travail des jeunes diffèrent selon le contexte national mais aussi les conjonctures, le degré de qualification et les catégories sociales. Malgré l'universalité de la mondialisation, la réalité des jeunes est vécue différemment d'un pays à un autre, mais aussi au sein d'un même pays. Le monde actuel du travail, plus exigeant, crée des inégalités entre les jeunes eux-mêmes. Si, pour certains, la flexibilité permet de concilier une expérience de travail avec les études (par exemple au Québec), les plus vulnérables (les jeunes immigrants ou peu qualifiés) sont affectés par la précarité, parfois de manière durable. Cet ouvrage collectif regorge d'exemples sur la situation des jeunes au travail, tant dans les pays occidentaux que dans les économies émergentes qui ne manqueront pas d'alimenter les réflexions des chercheurs, praticiens et étudiants qui s'intéressent aux nouvelles générations qui forgent le monde du travail de demain.

Catherine Le Capitaine
Université Laval

International and Comparative Employment Relations: Globalisation and Change, 5th ed.

Edited by Greg J. Bamber, Russell D. Lansbury and Nick Wailes, London: Sage, 2011, 418 pp., ISBN: 978-1-84920-723-2.

This edited volume is the fifth in a series that has earned a place as required reading for serious students of employment relations in the modern era. More than in its previous iterations, the current work is influenced by debates about globalization. In keeping with this emphasis, it has new chapters devoted to the emerging economies of China and India.

Like its predecessor volumes, Bamber, Lansbury and Wailes' latest book is state of the art. It is broad in its scope, and sophisticated in its consideration of national context and history. It gives a sense of where

countries are headed but also is replete with micro-level detail drawn from credible primary sources. I was especially impressed by the first chapter which addresses labour-orientated theory about globalization. The topics covered include the recent global financial crisis, the convergence debate, varieties of capitalism theory and contemporary international issues such as labour standards. The chapter also touches on methodological issues which pertain to comparative studies of employment relations. Such an overview of key ideas offers two kinds of advantages. First, it serves as a useful stand-alone piece about globalization-related agendas that may influence employment relations. In this sense, it could be viewed as a solid and focused synopsis of key paradigms. The second way that Chapter One is useful is that it implicitly creates hypotheses that the astute reader subsequently has the opportunity to test as they learn about the experiences of individual countries. Hence, the introduction does not just provide appropriate context but gives the engaged reader a chance to think critically and reflect on whether experience and data bolster or refute theory. At the end of the first chapter, the editors give a description – and a graphic – of how they have grouped countries. Their taxonomy is based on previous conceptualizations (e.g. Liberal Market Economies, Coordinated Market Economies, European Developed Economies, Asian Developed Economies and Asian Emerging Economies). However their up-front preoccupation with identifying and describing between-nation patterns is especially useful for interpreting the more focused treatment of individual countries that is subsequently presented.

Reflecting the contributions of the world-class scholars who contributed to them, chapters dealing with individual countries are uniformly written to a very high standard. They all have a similar format: an overview of the focal nation's history and its social and economic circumstances; a more direct spotlight on its labour rela-